

Communiqué - Un nouveau rapport recommande au G20 d'aller au-delà des récentes annonces et de prendre le taureau par les cornes sur les questions relatives à l'escalade de la dette, à la pandémie et à la crise climatique.

Le lancement public a eu lieu le lundi 16 novembre à 14h GMT / 9h HNE, avec la participation de l'honorable Mia Amor Mottley, Premier ministre et ministre des finances de la Barbade, et de l'ancien Premier ministre britannique Gordon Brown. Visualisez les échanges (en anglais) [ici](#).

Un [rapport publié ce lundi 16 Novembre](#) (en anglais) appelle le G20 à aller au-delà du cadre commun pour le traitement de la dette annoncé vendredi dernier et à exiger des créanciers publics et privés qu'ils réduisent considérablement le niveau d'endettement des pays à revenu faible et intermédiaire, en échange d'un engagement à utiliser une partie de la nouvelle marge de manœuvre budgétaire pour une relance verte et inclusive.

Le rapport « Debt Relief for Green and Inclusive Recovery » publié par la Fondation Heinrich Böll, le Center for Sustainable Finance de la SOAS, Université de Londres, et [le Global Development Policy Center de l'Université de Boston](#) propose que les pays à revenu faible et intermédiaire dont le fardeau de la dette est insoutenable bénéficient d'un allègement substantiel de la dette de la part des créanciers publics et privés, afin de leur donner une marge de manœuvre budgétaire pour investir dans des stratégies de santé et de dépenses sociales liées au Covid-19, d'adaptation au climat et de relance économique verte. Les créanciers privés participant à la restructuration de la dette échangeraient leurs anciennes créances avec une décote contre de nouvelles « obligations vertes de relance ».

Cette proposition va plus loin que le nouveau cadre commun approuvé par le G20 et le Club de Paris vendredi dernier, car elle demanderait une participation obligatoire du secteur privé. Deuxièmement, elle inclurait les pays à revenu intermédiaire dont le fardeau de la dette est insoutenable. Troisièmement, l'**initiative d'allègement de la dette pour une relance verte et inclusive** proposée vise à réaliser l'Accord de Paris sur le changement climatique et l'agenda 2030 de développement durable, ce que le cadre commun ne prend pas en compte.

Les gouvernements bénéficiant d'un allègement de la dette devront s'engager fermement à aligner leurs politiques et leurs budgets sur l'Agenda 2030 de développement durable et l'Accord de Paris. Pour que ces pays puissent continuer à avoir accès aux marchés internationaux des capitaux, toute nouvelle dette émise par eux pourrait bénéficier d'un rehaussement de crédit de type Brady - adapté aux circonstances actuelles - en échange d'un engagement sur des postes de dépenses alignés sur les ODD.

Le rapport a été lancé lors d'un webinar public le **lundi 16 novembre**, avec la participation de **l'honorable Mia Amor Mottley, Premier ministre et ministre des finances de la Barbade**, et de **l'ancien Premier ministre britannique Gordon Brown**.

Lors du lancement du rapport, **l'ancien premier ministre britannique Gordon Brown** a souligné que le rapport « montre comment nous commençons à construire un avenir écologiquement durable en réponse au coronavirus et à un monde, défiguré non seulement par les pandémies, mais aussi par la pollution et la pauvreté ». (...) Et je suis ici pour dire qu'en allégeant les dettes des pauvres et en débloquent l'argent nécessaire pour lutter contre le

changement climatique, nous pouvons commencer à changer notre monde. En effet, c'est en résolvant l'une des plus grandes injustices de notre temps, les souffrances et la douleur causées par une dette impayable que nous rendons possible l'une des plus grandes avancées de notre temps, la réalisation de ce que l'on appelle à juste titre les Objectifs de Développement Durable ».

Barbara Unmüssig, présidente de la Fondation Heinrich Böll : « L'allègement partiel de la dette approuvé vendredi dernier par le G20 et le Club de Paris est un premier pas très apprécié. Mais compte tenu des dimensions et de la simultanéité de la crise mondiale de la dette, de la crise sociale et de la crise climatique, se concentrer uniquement sur les pays les plus pauvres est insuffisant sur trois aspects décisifs : Premièrement, les pays à revenu intermédiaire en particulier ont besoin d'une réduction décisive de leur dette, car 80 % des personnes qui sont tombées dans l'extrême pauvreté lors de la pandémie vivent dans ces pays à revenu intermédiaire. En outre, à ce stade, les pays à revenu intermédiaire ne devraient pas opter pour une reprise axée occasionnant de fortes émissions. Ils doivent au contraire emprunter de nouvelles voies de développement socialement et écologiquement durables. Deuxièmement, une réduction de la dette doit inclure une participation obligatoire du secteur privé. Et troisièmement, le G20 semble avoir manqué l'occasion de réfléchir ensemble à des stratégies adaptées pour lutter contre les tensions sociales nées de la pandémie avec un nouvel ensemble de solutions pour la crise du climat et de la biodiversité ».

Ulrich Volz, directeur du Center for Sustainable Finance de la SOAS, Université de Londres : « Les appels aux gouvernements à « reconstruire en mieux » et à favoriser une relance verte n'auront aucun sens pour de nombreux pays en développement tant qu'ils croulent sous le poids de l'endettement. Une restructuration de la dette sera inévitable pour permettre aux gouvernements des pays en développement lourdement endettés d'investir dans une relance durable et de renforcer la résilience au changement climatique ».

Kevin P. Gallagher, directeur du Global Development Policy Center et professeur à la Pardee School of Global Studies, Université de Boston : « Il est essentiel que l'allègement de la dette aille au-delà des pays les plus pauvres, qu'il implique obligatoirement le secteur privé et qu'il soit orienté vers une relance verte et inclusive ».

Shamshad Akhtar, ancien gouverneur de la Banque d'État du Pakistan et ministre des finances du Pakistan : « La flambée de la dette des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire en pleine pandémie de COVID-19 appelle à un changement judicieux de la politique et des cadres d'allègement de la dette afin de faire preuve de solidarité au sein de la communauté mondiale pour jeter les bases d'un avenir prospère et d'une planète sûre pour la prochaine génération. L'allègement de la dette doit être structuré de manière globale et les fonds du service de la dette libérés par les créanciers publics et privés doivent être judicieusement utilisés par les emprunteurs. Outre un soulagement économique et social immédiat, il est temps d'investir massivement dans les actions en faveur du climat, car non seulement le changement climatique a aggravé les vulnérabilités, il ne respecte aucune frontière. Il est temps de mettre en branle la coopération mondiale sur le changement climatique en convertissant la dette en un véhicule de financement durable ».

Stephany Griffith-Jones, directrice du programme des marchés financiers à l'Initiative pour le Dialogue Politique, Université de Columbia : « L'histoire nous apprend qu'un allègement de la dette insuffisant et trop tardif peut conduire à des décennies perdues pour le développement. C'est pourquoi notre initiative d'allègement de la dette, où les ressources

économisées grâce au service de la dette seraient canalisées vers une relance verte et inclusive, est si cruciale. Il est temps d'agir ».

Le rapport peut être téléchargé ici : <https://drgr.org/files/2020/11/DRGR-report.pdf>

Plus d'informations sur l'initiative et le projet : <https://drgr.org/>

Contacts avec les médias :

Maureen Heydt, Boston University Global Development Policy Center, mheydt@bu.edu

Michael Alvarez, Fondation Heinrich Böll, alvarez@boell.de

Vesna Siljanovska, SOAS Université de Londres, vs6@soas.ac.uk